

“Développement équilibré du territoire régional, les luttes et les coopérations territoires/professions” :

présentation Gérald VEIRIER animateur régional Métallurgie (Extraits)

Le territoire apparaît comme un nouveau lieu de dialogue social, tissé de projets et de tensions ; c'est dans leur capacité à repérer, exprimer et porter des revendications internes et externes à l'entreprise que les organisations syndicales peuvent assurer pleinement leur rôle.

L'avenir du syndicalisme se joue réellement au niveau territorial, c'est là que la liaison entre l'économique et le social prend tout son sens et c'est un mouvement irréversible.

Ces quelques éléments tirés d'une table ronde organisée par le journal Options en octobre dernier, avec des responsables de la CGT et des chercheurs, forts de leurs expériences sur les territoires, illustrent bien, me semble-t-il, les enjeux et les défis qui nous sont posés aujourd'hui sur notre région.

En effet nous sommes confrontés en Midi Pyrénées à une situation complexe au niveau de l'emploi et du développement industriel.

D'une part l'emploi progresse sur notre région mais avec une concentration du salariat sur Toulouse et sa périphérie, avec notamment une forte présence d'ingénieurs et cadres (par exemple dans la métallurgie 86 % des ICT dont 24.000 ingénieurs et cadres travaillent sur Toulouse)



D'autre part l'industrie de la région dispose d'une industrie aéronautique et spatiale de premier plan mais 72 % de ses salariés et établissements se situent en Haute-Garonne.

Le risque que cette industrie se développe dans un désert industriel rendant notre région, son développement dépendant de l'aéronautique et du spatial est donc bien réel.

Avec cette mono industrie en pleine restructuration avec le plan Power 8, chacune et chacun peuvent mesurer les conséquences économiques et sociales, au niveau de l'emploi, de la sous traitance, sur les territoires et bassins d'emplois, sur le territoire régional.

Les questions de l'emploi industriel, de la diversification économique sont bien les questions essentielles dans le débat régional aujourd'hui.

D'autant plus que Midi Pyrénées dispose d'outils industriels et de services publics importants permettant un développement durable pour les populations et la jeunesse ; **aussi pensons nous que le développement harmonieux de tout le territoire régional nécessite le développement de toutes nos activités industrielles et de recherches.**

Cela doit se traduire par la création de milliers d'emplois, qualifiés et bien rémunérés qui permettraient de financer une protection sociale de haut niveau, par de nouveaux droits d'interventions des salariés, par un statut unique du salarié comme nous le revendiquons par exemple dans l'aéronautique.

Cela doit se traduire par le développement par exemple de la filière bois papier dans le Couserans, la filière automobile dans le bassin Castres/Mazamet, la filière textile à Lavelanet... Par le développement des bassins d'emplois comme la Mécanic Vallée qui rayonne sur 3 départements.

Nous voulons faire des pôles de compétitivité (Canceropole, Aérospace Valley, celui de l'agro alimentaire) des pôles de

développement économique et de coopérations au service de l'emploi et des territoires avec des services publics forts

Tout cela nécessite, d'élaborer avec nos syndiqués et les salariés dans nos entreprises et territoires, avec les professions, les UD, les UL, la région, des propositions alternatives, des revendications et d'agir à tous les niveaux (entreprise, pouvoirs publics, gouvernance des pôles...) pour les faire aboutir.

Mais pour cela nous avons besoin d'un rapport de force beaucoup plus important en région pour améliorer la situation des salariés et gagner de nouvelles conquêtes sociales, avec la syndicalisation comme un élément déterminant de ce rapport de force.

Nous ne parlons pas de rien, depuis notre dernière conférence régionale de nombreuses initiatives associant nos organisations CGT et travaillant ensemble sur filières et territoires ont permis un certain nombre d'avancées.

Je pense à la filière bois où l'action a débouché sur le financement d'une étude sur l'avenir de cette filière en Midi Pyrénées, à celle sur le textile avec la mise en place d'un comité de pilotage et bien d'autres.

Dans l'aéronautique la démarche inter régionale Midi Pyrénées/Aquitaine depuis de nombreuses années a permis également de multiples initiatives (tracts, journaux, manifs...), organisation de rencontres entre les syndicats des deux régions pour la création du CIE du pôle Aérospatial Valley et pour de nouvelles solidarités entre syndicats des entreprises sous traitants et donneurs d'ordres

Les assises nationales de l'aéronautique et du spatial à Montreuil en octobre dernier avec plus de 230 participants, la présence de syndicats européens et la participation des principaux syndicats de notre région, de plusieurs UD, du comité régional, du CESR a été un

véritable succès et ouvrent de réelles perspectives.

Les questions abordées à ces assises comme celles de la vision du développement et des propositions alternatives pour développer l'emploi dans la filière aéronautique et sur les territoires, celles sur le contrôle des fonds publics, sur la responsabilité de la CGT et les relations entre syndicats donneurs d'ordres et sous traitants, étaient pleinement en phase avec ce que nous travaillons en Midi Pyrénées.

Comment poursuivre notre démarche, construire un rapport de force en région, porter les luttes et les enjeux régionaux dans les entreprises, les bassins d'emplois et les territoires en l'articulant avec notre campagne de syndicalisation ?

Pour y parvenir la force de la CGT et ses adhérents sont des conditions incontournables du rapport des forces.

Les 36 000 adhésions nouvelles réalisées nationalement à la CGT depuis le début de l'année (les 5 300 dans la métallurgie dont 356 en Midi Pyrénées avec 90 adhésions ICT ces dernières années) sont des éléments de confiance pour amplifier notre campagne de syndicalisation dès janvier prochain avec une remise du FNI grand public.

La lutte des salariés d'Airbus de ce début d'année, qui a pris pour la première fois une dimension européenne, contre le plan Power 8 et pour une véritable politique industrielle de développement social et de l'emploi est également un point d'appui.

Elle pointe un des enjeux majeurs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui.

En effet près de 150 000 salariés et ménages de notre région dépendent de cette industrie, elle structure les territoires, les bassins d'emplois de notre région au travers des activités et des emplois qu'elle génèrent, elle constitue un pilier de l'économie régionale.

Tous les indicateurs sont favorables, les carnets de commande sont pleins, cette industrie devrait assurer le développement des embauches notamment de jeunes, le remplacement des départs massifs à la retraite, la revalorisation significative du travail, le développement des services publics.

Cette année donc, luttes pour l'emploi industriel et les salaires, luttes pour la défense des services publics (gare, hôpitaux, bureaux de poste... sur vos territoires.)



luttres actuelles pour les régimes spéciaux et l'université, sont autant d'éléments de confiance et des points d'appui pour investir tous les lieux de décisions notamment en région.

Pour cela comment allons-nous mettre en mouvement les 32 572 adhérentes et adhérents CGT ainsi que les salariés de notre région pour peser sur les choix qui les concernent et gagner de nouvelles conquêtes sociales.

Comment allons-nous ancrer la bataille pour l'emploi et le nouveau statut du salarié dans les territoires ?

Comment gagner une démocratie participative en territoires avec des lieux d'interventions dotés de réelles prérogatives ?

Comment faire de ces nouveaux lieux d'interventions en région des lieux de négociations pour concrétiser des conquêtes pour l'emploi, les conditions de travail, la formation ?

Par exemple les compétences du Conseil Régional se sont renforcées, formation professionnelle, lycées, transports régionaux mais aussi développement économique, nouvelle compétence inscrite dans la loi dite de "décentralisation".

Les politiques publiques mises en œuvre sur notre région jouent un rôle considérable et leur financement est important.

On le vérifie avec les aides pour accompagner le plan Power B, les projets comme Helimaintenance dans le Tarn et Garonne ou Pamela dans les HI Pyrénées.

On le mesure avec les agences régionales d'hospitalisation qui décident de l'organisation sanitaire et sociale avec des conséquences directes et parfois dramatiques pour les usagers, les retraités sur les territoires.

On le côtoie dans les commissions paritaires inter professionnelles locales qui existent maintenant dans les départements et qui discutent des accords concernant les salariés d'un bassin d'emploi (par exemple l'ouverture des magasins le dimanche a été au centre des débats dans les départements entre employeurs et syndicats)

Les pôles de compétitivité Aérospace Valley, le Cancéropôle, celui en constitution dans l'agroalimentaire qui bénéficient de fonds publics pour des projets communs ont des conséquences sociales importantes pour l'emploi et les conditions de travail de milliers de salariés.

Leur gouvernance exclue pour l'instant les salariés et leurs organisations syndicales, mais nos différentes démarches, dans certaines entreprises (Thales space, Onera, USTM31) sur des départements par des UD comme l'Ariège et par le Comité Régional, pour demander la constitution d'un CIE du pôle Aérospace Valley commencent à être entendues.

De même l'activité syndicale dans certaines entreprises envers les sous traitants comme Airbus, Astrium, Siemens commencent aussi à marquer des points, nos syndicats CGT ont gagné le vote et la participation des salariés sous traitant aux élections.

Pour la première fois sur notre région et dans la métallurgie au plan national un candidat CGT sous traitant d'Astrium a été élu et la CGT progresse à ces élections. Cette première étape doit nous permettre d'aller maintenant beaucoup plus loin pour gagner le statut du salarié du pôle et la constitution du CIE qui concerne plusieurs professions, territoires et bassins d'emplois. Enfin l'organisation de l'Etat autour des 8 pôles régionaux placés sous la responsabilité du préfet de région constitue aussi un nouveau lieu de décision à investir au regard des enjeux qu'ils comportent sur les politiques des différentes administrations.

Comment allons-nous intervenir avec les salariés pour que ces politiques publiques soient réorientées vers le développement industriel, l'emploi, le progrès social, le développement harmonieux de tout le territoire régional ?

Pour cela les coopérations CGT entre professions et territoires doivent se renforcer pour travailler encore mieux ensemble nos axes revendicatifs et la syndicalisation pour un rapport de force gagnant.

Aussi les propositions contenues dans la résolution 1 sur le développement équilibré du territoire régional et celles pour un nouvel outil régional, peuvent répondre aux besoins des syndicats et de toute la CGT pour relever tous ensemble les défis et mieux prendre en compte à tous les niveaux les enjeux régionaux et le devenir du syndicalisme.